

La police déboussolée par l'« ennemi intérieur »



Crise. Officiellement, une trentaine de policiers font l'objet d'un suivi. Mais la méthode pour détecter les cas extrêmes reste très aléatoire. Enquête.

PAR AZIZ ZEMOURI

« **F**onctionnaire très apprécié de son groupe d'enquête, il a la confiance de sa hiérarchie. » Ou bien : « *Le gardien de la paix diligente ses enquêtes avec sérieux.* » En 2016 et 2017, évalué par son supérieur, un fonctionnaire de police radicalisé a été noté 5 sur un barème de 7. Gardien de la paix à la Préfecture de police, affecté au commissariat du Kremlin-Bicêtre, « classé parmi les bons » selon sa hiérarchie, il vient pourtant d'être condamné, en juillet, à six ans de

prison ferme pour association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste.

A une période de sa vie, l'homme avait même envisagé de rejoindre Daech dans ses zones de combat de Syrie. Ce père de deux enfants, pacsé à une institutrice, l'a confié aux enquêteurs de la DGSI après son interpellation : « *Je pense que, pour rejoindre l'Etat islamique, il faut être en colère. La vérité, c'est que de 2014 [année de séparation d'avec sa femme, NDLR] à juin 2016 [interpellation de son frère], j'étais en colère. Je galérais financièrement, je*

Stupeur. Ce jeudi 3 octobre, quatre fonctionnaires de la préfecture de police de Paris viennent d'être tués par un de leurs collègues, un informaticien habilité secret-défense.

me disais qu'à 44 ans ma vie était un échec. J'étais aussi peut-être en colère contre moi-même d'avoir raté plein de choses. J'ai pesé le pour et le contre : vu ma situation de merde à l'époque, autant servir à quelque chose... J'étais frustré par rapport à mon travail, le sentiment de ne servir à rien. » Ses collègues sont tombés des nues. Ils n'avaient rien remarqué chez ce quadragénaire, policier le jour, partisan de l'Etat islamique la nuit. Aucun n'avait jamais alerté la Préfecture de police, encore moins sa hiérarchie locale. Son niveau de radicalisation a été découvert fortuitement lors d'une enquête judiciaire ouverte en 2014 contre Salah-Eddine Gourmat, émir français basé à Raqqa, spécialisé dans le recrutement de djihadistes francophones. C'est par son frère cadet, un escroc acquis à la cause islamiste radicale, condamné ■■■

DENIS MEYER/HANS LUCAS/AFP

EN CONSEQUENCE CE FONCTIONNAIRE SE SITUE

| Classement | Evolution | Il est apte à des fonctions plus importantes : | | |
|---------------------------------------|--|--|-------------------------------------|--------------------------|
| Parmi les meilleure, bons, faibles | En progrès : <input type="checkbox"/> | Oui | Sans objet | Non |
| 7 8 2 | Stable : <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 9 3 1 | En baisse : <input type="checkbox"/> | Oui | Non | |
| | | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | |

Un changement d'orientation serait souhaitable :
Oui Non

Le chef de service soussigné certifie avoir donné connaissance de son évaluation à l'intéressé
A: KRAMHIN MICHAEL Signature: [Signature] Date: 05/07/14

Le fonctionnaire soussigné certifie avoir eu connaissance de son évaluation
A: KRAMHIN MICHAEL Signature: [Signature] Date: 05/08/2014

Appréciations du supérieur hiérarchique
TOGNE TOGNE LUSA

Appréciations du second supérieur hiérarchique
Commission CSP Le Kramhin Signature: [Signature] Date: 23/08/2014

5 août 2014 Notation de la préfecture de police
Noté 4/7, le gardien de la paix est considéré par sa hiérarchie comme un bon élément.

■ ■ ■ dans la même procédure, que les services de renseignement ont fini par détecter le gardien de la paix pro-Daech. Comme Mickaël Harpon avec *Charlie Hebdo*, lui aussi s'était réjoui sur les réseaux sociaux d'un acte terroriste, l'assassinat en juin 2016 d'un couple de policiers dans leur maison de Magnanville. Il a consulté les fichiers de police pour renseigner ses complices. Il se plaignait aussi de sa vie de bureau : « Les deux fachos de mon bureau sont re-lous, ils ne sont pas flics pour rien »,

avait-il écrit dans un texte retrouvé lors de l'enquête.

Ce cas extrême de radicalisation demeure néanmoins exceptionnel au sein des forces de l'ordre. C'est véritablement à partir de 2015 que Bernard Cazeneuve, alors titulaire de la Place Beauvau, formalise, dans une note, un appel à la vigilance envers la radicalisation de ses propres fonctionnaires. Sur près de 150 000 policiers, dont 43 000 du ressort de la préfecture de police de Paris, 28 font actuellement l'objet d'un suivi pour ra-

Sous les radars. Policier le jour, partisan de l'Etat islamique la nuit, le gardien de la paix commence à se radicaliser en 2015, ce qui n'empêchera pas ses notes d'augmenter (jusqu'à 5/7). Il sera condamné en juillet à six ans de prison ferme.

dicalisation, majoritairement en rapport avec une pratique rigoureuse de l'islam, selon les chiffres communiqués par le directeur général de la police nationale à la mission parlementaire sur la radicalisation dans les services publics.

Prosélytisme. Les services de la préfecture de police de Paris ont recensé une quinzaine de signalements : une dizaine pour des suspicions de comportement radicalisé et quatre ou cinq cas de fonctionnaires en contact avec des milieux radicalisés. D'après les informations fournies par le ministère de l'Intérieur, six révocations ont été prononcées en lien avec des faits de radicalisation. Les exemples les plus courants font état d'actions non violentes, généralement du prosélytisme, à l'instar de deux policiers parisiens : l'un officiait au sein une compagnie d'intervention à la Direction de l'ordre public et de la circulation, spécialisée dans le maintien de l'ordre public à Paris, l'autre dans une BAC de banlieue. Tous les deux se sont convertis à l'islam. Ils ont été révoqués l'an dernier pour « prosélytisme décomplexé ». Ce sont leurs collègues qui ont alerté par des rapports « sous couvert de hiérarchie », selon le jargon administratif. Un signalement établi dans les formes et non pas seulement oralement. On reproche à ces deux hommes d'avoir œuvré à la conversion d'un de leurs collègues, d'inciter les musulmans de « naissance » à aller à la mosquée ou de les pousser à jeûner en période de ramadan. « Quand on découvre quelque chose comme cela, ça change sa vie, il y a eu une sorte d'enthousiasme débordant, un peu comme quand on est amoureux », s'est justifié le « baqueux » devant le conseil de discipline. Un policier, de famille musulmane, a témoigné contre lui : « Je lui disais qu'il ne travaillait pas à Carrefour, qu'il était fonctionnaire de police. Ce qui implique de la retenue. » Dans sa vie civile, le converti a croisé la route du terroriste qui a lancé son véhicule contre des militaires ■ ■ ■

Questions autour d'une habilitation

Silence dans les rangs. Dès la tragédie du 3 octobre, Françoise Bilancini, la patronne de la Direction du renseignement de la préfecture de police (DRPP), où travaillait Mickaël Harpon, aurait fait le tour des bureaux pour rappeler aux 850 agents qu'ils sont liés par le secret-défense. L'habilitation au secret-défense constitue le sésame pour travailler au sein d'un service de renseignement. Il permet l'accès à des données classifiées. Le « besoin d'en connaître », selon le jargon du « Rens », est nécessaire à tout accès aux documents classifiés. Le policier candidat doit montrer patte blanche. Son CV doit être quasi irréprochable, de même que celui de sa famille au sens large. Il ne doit communiquer avec aucun service ou pays étranger. Pour les binationaux, voire pour certains qui

présenteraient une « fragilité », les habilitations peuvent être provisoires. A la DRPP (structure qui, en 2008, a succédé aux fameux RG), jusqu'à l'arrivée de Françoise Bilancini, le processus était plus léger que dans les autres services de renseignement. L'ex-numéro trois de la DGSI, en quittant Levallois-Perret pour l'île de la Cité, a tenu à relever les critères d'habilitation au même niveau que ceux de la centrale, chef de file de la lutte antiterroriste en France. Malheureusement, Mickaël Harpon y a échappé. Sa dernière habilitation date de 2013 : des changements au sein de la procédure lui ont permis d'éviter une nouvelle enquête de criblage poussée, notamment sur son entourage, en 2018. Sa prochaine habilitation était prévue pour 2020. Trop tard ■ A. Z.



■■■ de Sentinelle à Levallois-Perret, en août 2017. Il a également prêté son arme et son brassard à un ami de ce terroriste pour une séance photo. Quant au policier parisien, il a diffusé une vingtaine de vidéos complotistes et prosélytes sur le Web. « Si quelqu'un ne se fait pas remarquer par des signes tels que son rapport aux femmes, il n'y a aucun moyen de savoir s'il se radicalise. C'est quand même ça, la vérité! » soupire un sous-officier.

Le 5 octobre, à la suite de la tuerie perpétrée par Mickaël Harpon, le fonctionnaire de sécurité et de défense chargé de la protection du secret-défense, référent radicalisation du ministère de l'Intérieur, a diffusé un courriel à tous les services de la Préfecture de police pour rappeler les dangers d'un comportement « radical » et la nécessité de le signaler : « Je vous rappelle que vous pouvez porter à ma connaissance toute remarque ou

Infiltration.

Interpellation d'un groupe de mineurs dans le nord de Paris. Dans les années 1990, le renseignement privilégiait le recrutement de policiers d'origine maghrébine. Les attentats ont changé la donne.

compte rendu d'incident... » Depuis l'attaque, la psychose est à son comble dans la chaîne hiérarchique. Un gardien de la paix a contacté son syndicat ces derniers jours, car il avait surpris le commandant de son unité en train de fouiller son bureau à la recherche d'éventuelles preuves de radicalisation.

Dans un service de police du Sud francilien, les fonctionnaires se sont interrogés : faut-il saisir la hiérarchie pour une collègue d'origine maghrébine qui ne souhaite plus travailler en uniforme et qui refuse de plus en plus souvent de leur serrer la main ? Questionné par *Le Point*, le chef de ce service n'est pas étonné des doutes de ses agents mais assure que le comportement de cette fonctionnaire « n'a rien à voir avec la radicalisation. Je ne peux donner aucune explication sans trahir le secret professionnel. Ce n'est pas confortable, mais c'est mon métier de gérer ce genre de situation un peu compliquée vu le contexte ».

Malgré une véritable prise de conscience à partir de 2015, la détection de la radicalisation dans la police reste très largement due au hasard ■

Le mal-être des policiers musulmans

Dès le début des années 1990, Bernard Squarcini, au sein de la hiérarchie de la Direction centrale des renseignements généraux, plaidait pour l'ouverture du renseignement aux policiers d'origine maghrébine. « Au milieu des années 1990, j'ai commencé à recruter d'autres profils que les fonctionnaires de type classique. Je faisais moi-même la sélection à partir des candidatures spontanées et aux sorties d'écoles de police. » Pour le préfet, ces enquêteurs apportent un plus : « Ce n'est pas qu'une question de look ou de patronyme. Après leur formation, ils sont opérationnels dans tous les groupes, "basques", "corses" ou encore "extrême gauche violente" et ils ont un avantage de plus : ils peuvent entrer dans les cités et les mosquées, deux secteurs où on a toujours eu beaucoup de difficultés. » Depuis, de l'eau a coulé sous

les ponts, les attentats commis par des Français de confession musulmane ont poussé la communauté du renseignement et les services d'enquête vers toujours plus de suspicion. Les déshabilitations sont de plus en plus régulières. Sans cette accréditation au secret-défense, il n'est plus possible de travailler dans un service de renseignement. Les habilitations ont été étendues récemment au GSPR, le groupe de sécurité de la présidence de la République. Pourtant, les policiers issus de l'immigration postcoloniale, comme les autres, ne comptent pas leurs heures supplémentaires, que le ministère de l'Intérieur ne leur a toujours pas payées. Parmi eux, un fonctionnaire de la sous-direction antiterroriste s'est particulièrement distingué ces dernières années. Il a re-

trouvé la trace d'Abdelhamid Abaaoud, l'organisateur des attentats de novembre 2015, qui ont causé la mort de 130 personnes, et mené l'équipe du RAID à son appartement « conspiratif » à Saint-Denis, où le terroriste a fini par être mis hors d'état de nuire. Depuis, il s'est blessé en service alors qu'il interpellait des individus mis en cause dans l'attentat contre *Charlie Hebdo*. Malgré ses excellents états de service dans la lutte contre le terrorisme islamiste, il est désormais dans la tourmente et en passe d'être révoqué de la police, accusé d'une affaire de trafic d'influence. Une situation qui fait naître un grand sentiment d'injustice et une frustration parmi les policiers français dont les parents sont originaires du Maghreb ■ A. Z.